Pétrole et Etat : vers une nécessaire séparation

Partage international nº 340 – Décembre 2016

Interview de Stephen Kretzmann

par Jason Francis

L'ONG Oil Change International *a été créée en 2005 pour promouvoir la transition vers un avenir énergétique propre en montrant les coûts réels des combustibles fossiles et en luttant contre l'emprise exercée par l'argent de cette industrie sur le pouvoir politique. On peut lire sur leur site :* « Nous considérons la production et la consommation de pétrole, de gaz et de charbon comme une des causes du réchauffement climatique, de violations des droits humains, de guerres, de problèmes de sécurité nationale, de mondialisation des entreprises et d'inégalités. Les lobbies des combustibles fossiles font clairement pression pour freiner la transition vers les énergies propres. » *Jason Francis a interviewé pour* Partage international *Stephen Kretzmann, directeur exécutif de* Oil Change International.

Légiférer sous influence

Partage international : *Oil Change International affirme que les gouvernements sont sous l'influence du lobby pétrolier. Comment en sommes-nous arrivés à cette situation ?*
Stephen Kretzmann : Le pétrole a toujours été un produit extrêmement stratégique. Depuis que Winston Churchill a fait passer la Marine royale du charbon au mazout, il y a eu des manœuvres croissantes sur la scène géopolitique pour s'assurer que les gouvernements aient accès au pétrole pour atteindre leurs objectifs stratégiques. Un exemple récent a été l'invasion américaine de l'Irak.
Par ailleurs, beaucoup de politiciens reconnaissent que l'augmentation du coût de l'essence peut être néfaste lors d'élections. Ils cherchent donc à faire tout leur possible pour réduire les prix à la consommation.
Il faut aussi savoir que l'industrie pétrolière consacre des sommes énormes au financement des campagnes électorales et de leurs nombreux lobbyistes. Aux Etats-Unis, l'argent occupe une place prépondérante dans les élections, surtout depuis que la Cour suprême des Etats-Unis a statué que le premier amendement de la Constitution permettait aux sociétés privées de faire des contributions illimitées. Dans une jurisprudence de 2014 (affaire McCutcheon), elle a même supprimé toute limitation aux dons provenant de particuliers. Il est donc inévitable que l'industrie pétrolière, avec ses énormes ressources en capital, exerce une profonde influence sur les gouvernements.

PI. *Quel est le montant des subventions reçues par l'ensemble des compagnies pétrolières chaque année dans le monde ?*
SK. Tout dépend de ce que vous entendez par subventions. Mais le Fonds monétaire international, qui n'est pas vraiment une organisation révolutionnaire, avance le chiffre de 5 300 milliards de dollars par an. Leurs critères de calcul incluent le coût social du charbon ainsi que son impact sur la santé publique. D'autres groupes ont donné des chiffres encore supérieurs en incluant les dépenses militaires consacrées à la protection de l'approvisionnement en pétrole. Ces dépenses sont évidentes si l'on observe ce qui se passe au Moyen Orient et ce que ça peut nous coûter.
Mais si l'on se contente des subventions directes, on arrive à la somme de 440 milliards de dollars annuels. Cette somme concerne principalement les nations du G20. La part des Etats-Unis s'élève à 20 milliards.

PI. *Que faudrait-il faire pour parvenir à ce que vous appelez une « séparation de l'État et du pétrole » ?*
SK. Les citoyens doivent tenir leurs représentants élus pour responsables. Ils doivent vérifier s'ils ont reçu de l'argent des compagnies pétrolières. Ils peuvent s'adresser à leurs députés et dire : *« Nous attendons de vous que vous représentiez votre peuple et pas ces pollueurs. »* Nous devons montrer clairement, comme on l'a fait pour l'industrie du tabac, que l'association avec ce secteur industriel va à l'encontre des intérêts des peuples. Nos politiques doivent travailler pour le bien commun, pas seulement pour les intérêts du lobby pétrolier. On pourra arriver à cette séparation en obtenant que les gens au pouvoir promeuvent les énergies propres et un avenir durable pour tous.

Après les élections américaines

PI. *Quel est votre point de vue sur la situation politique actuelle ?*
SK. L'élection de Donald Trump et d'un Congrès républicain de négationnistes du climat est un

véritable problème. Ça va forcer les écologistes à s'unir davantage, à travailler encore plus. Les batailles contre les infrastructures locales et nationales, comme les pipelines et la fracturation hydraulique sont positives parce qu'elles nous donnent du pouvoir. Elles permettent aux militants de se rendre compte de ce que fait l'industrie des combustibles fossiles et comment elle porte préjudice à la vie des gens. Ces actions seront poursuivies et renforcées.

Après les dernières élections, on va devoir être très actifs à Washington. Personnellement, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de consacrer autant de temps à essayer de sauver des choses comme le Clean Power Plan [un plan de l'administration Obama visant à limiter les émissions de dioxyde de carbone provenant des centrales électriques] qui de toute façon n'était pas vraiment ambitieux. Il nous faut agir plus en profondeur.

Une autre chose importante pour notre travail est arrivée il y a environ deux mois. Nous avons enfin obtenu des données précises sur la quantité de charbon disponible dans toutes les mines actuellement en activité dans le monde. Si on additionne tout le charbon que les industriels et les investisseurs espèrent pouvoir extraire de ces mines, on a déjà explosé le budget carbone prévu dans l'Accord de Paris 2015 !

La leçon de tout ça est qu'il faut mettre un terme à l'expansion de l'industrie des combustibles fossiles. Il faut arrêter de construire de nouvelles infrastructures comme les pipelines qui encouragent à produire davantage. Personne ne demande l'arrêt immédiat et total de la consommation d'essence et d'électricité. Nous proposons d'étaler la transition sur 30 ou 40 ans. Mais il faut commencer maintenant en arrêtant l'expansion. Commençons à diminuer la part des combustibles fossiles, et cessons d'utiliser l'argent des contribuables pour les promouvoir.

On doit aussi être vigilants pour que cette transition se fasse dans la justice sans porter préjudice aux travailleurs et aux peuples qui actuellement dépendent des combustibles fossiles pour subvenir à leurs besoins. Remercions-les d'avoir autant travaillé pour les rendre disponibles pour le plus grand nombre. La société moderne a ses avantages et ses inconvénients. Les écologistes n'ont rien contre le confort que procure l'usage des diverses énergies ; ils veulent juste en modifier leur source, ainsi que la façon dont nous les utilisons, et limiter leur impact sur l'environnement. Cette transition est possible ; en 30 ou 40 ans, c'est parfaitement réalisable. La difficulté est que nous changeons de gouvernement très souvent, voilà ce qui pourrait empêcher de respecter ce délai.

Campagnes récentes

PI. *Sur quoi travaillez-vous actuellement ?*

SK. Notre priorité est d'arriver à chiffrer les aides de l'Etat dont bénéficient les combustibles fossiles. Nous voulons constituer une coalition d'organisations de tous pays pour mettre fin à ce système aussi ridicule qu'inacceptable de subventions aux combustibles fossiles.

Nous sommes également très actifs pour stopper l'essor des nouvelles infrastructures, en particulier aux Etats-Unis, et en collaboration avec les peuples indigènes. Un rapport sur le pipeline Dakota Access a démontré que les émissions de ce gazoduc seraient équivalentes à celles de 30 centrales au charbon. Un autre pipeline, le Keystone XL, va aussi nous donner du pain sur la planche.

Notre voulons faire tout notre possible pour arrêter l'industrie des combustibles fossiles. Et nos derniers combats contre les pipelines sont très encourageants. Les gens nous demandent parfois : *« Après Keystone XL, quelle sera votre prochaine cible ? »* La réponse est : toutes. Nous n'avons pas de plan précis. Aujourd'hui tout le monde sait que les combustibles fossiles sont une menace pour le climat. Partout des groupes s'organisent et agissent, un formidable mouvement est en train de se créer.

Plus d'information : www.priceofoil.org ; www.dirtyenergymoney.com ; www.shiftthesubsidies.org

Auteur : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).

Thématiques : environnement

Rubrique : Entretien